



**Décembre 2013 - Janvier 2014:**

## **Eolien industriel: crispation généralisée**

"**Crispation**", le mot revient souvent dans les médias. Il apparaît aussi dans les récentes notes de synthèse mensuelles qui remontent des préfectures: celles d'Octobre parlent d'une société "**en proie à la crispation, l'exaspération, la colère**", d'une société encore "... qui a du mal à donner confiance, à donner du sens.." (#1)

La filière de l'éolien industriel est restée jusqu'ici largement étrangère aux préoccupations des urbains. A contrario, elle commence à contribuer de façon non négligeable au malaise grandissant dans les campagnes.

L'année 2013 aura été somme toute relativement dynamique pour l'éolien en mer, pour le meilleur s'il devait y en avoir un, et certainement pour le pire que les associations et de nombreux acteurs ont déjà annoncé.

Pour l'éolien terrestre, en revanche, un sérieux niveau d'**apathie** aura été atteint, si l'on en juge par les nouvelles installations, dont le rythme est tombé ces derniers temps à environ 250 machines par an (#2). Et ce pourtant dans un contexte de projets tous azimuts. Pour le coup, "**crispation**" semble ici un euphémisme. En proie à une grande fébrilité, la filière éolienne terrestre serait-elle en voie de tétanisation?

De fait, la pression monte. Le rejet de l'éolien industriel se généralise à grands pas. Nonobstant les distorsions sémantiques du discours officiel, **l'éolien industriel n'est pas une forme d'énergie renouvelable: le vent est une forme d'énergie renouvelable, et l'éolien industriel est un business**, en l'occurrence une forme de colonisation des territoires ruraux par, et au profit de, la finance mondialisée.

Cette simple prise de conscience était jusqu'à récemment cantonnée aux 900 associations locales dites "**anti-éoliennes**", ainsi qu'aux collectifs et fédérations qui les coordonnent; elle s'étend désormais à travers le pays comme une traînée de poudre. De fait, l'année 2013 aura vu de nombreux autres acteurs de poids rejoindre la contestation désormais bien installée dans nos territoires.

Ainsi, les grandes associations et fédérations nationales de mise en valeur du patrimoine et de protection des paysages sont montées au créneau: Paysages de France, Patrimoine-Environnement, Vieilles Maisons Françaises... La virulence de leurs attaques contre la colonisation éolienne est remarquable.

Exemple tout récent, les communications franches et directes adressées par le président de Paysages de France, et par la représentante départementale d'une autre association paysagère nationale, au commissaire enquêteur pour le projet de Lanouée, une douzaine d'éoliennes géantes au milieu du second espace forestier de Bretagne, un gigantesque défrichement pour une non moins énorme verrue paysagère. (#3)

Si la pression monte, c'est aussi parce que, parallèlement à la contestation qui se généralise dans le pays, l'éolien industriel reste imperturbablement affiché à l'ordre du jour politique, et, d'une certaine façon, continue d'être dans l'air du temps. Peut-être pas si imperturbable d'ailleurs, mais plutôt en sourdine.

De fait, le personnel politique prêt à mettre en avant des vues tranchées en faveur de la filière s'amenuise: Mr François Brottes (PS), Mr Denis Beaupin (EELV)... On a remarqué que l'un et l'autre sont issus de circonscriptions – l'Isère en amont de Grenoble, Paris intra-muros – bien à l'abri de la déferlante éolienne: ceci explique peut-être cela.

Du côté des territoires directement concernés, à l'inverse, les représentants du peuple ont commencé à manifester ouvertement sinon une opposition catégorique, du moins une grande inquiétude. Ainsi la demande faite en juillet par 31 députés pour la "création d'une commission d'enquête sur l'impact du développement de l'éolien sur l'économie et l'environnement" (#4).

En tout état de cause, tout politicien avisé y réfléchirait à deux fois, ces temps-ci, avant d'arborer une maquette d'éolienne sur son bureau, comme le faisait le candidat Hollande à la veille de la dernière présidentielle. De façon symptomatique, le document de synthèse publié cet été en conclusion du DNTE- Débat National sur la Transition Energétique - ne mentionne pas une seule fois le mot "éolier" (#5).

Dans ce contexte, n'est-il pas à la fois compréhensible et ironique de voir aussi bien les détracteurs acharnés de l'éolien industriel que ses zéloteurs encore enthousiastes converger vers la question classique: "**Mais que fait le Gouvernement?**". Essayons rapidement de leur répondre.

Au Ministère de l'Environnement, l'argumentaire en faveur de l'éolien industriel a fait pschitt. On continue d'invoquer, mollement et vaguement, la création d'emplois, dans le cadre d'incantations récurrentes à la "croissance verte" et à la "3eme révolution industrielle". Sur les enjeux environnementaux proprement dit, c'est l'impasse.

Sur le radar de la lutte globale contre le changement climatique, **la contribution de la filière aux réductions de CO2 est inexistante**. Aucun des modèles soi-disant scientifiques visant à quantifier des économies de gaz à effet de serre n'a été validé. Les quelques ingénieurs, en Hollande, en Australie, qui ont pris la peine de faire des calculs basés sur le monde réel, ont au contraire contredit ces modèles (#6).

Des citoyens britanniques ont déclenché une action auprès de l'ONU, contre leur gouvernement et contre la Commission Européenne dont les politiques d'industrialisation éolienne sont fondées sur l'argument climatique. Le défi lancé par ces citoyens est simplement: *Vous dites que l'éolien industriel permet de réduire les émissions de CO2? Eh bien, prouvez-le*. La réponse se fait attendre.

La réponse certainement ne viendra pas d'Allemagne, pays où la transition énergétique a conduit depuis l'an dernier à une recrudescence des émissions de CO2; pays qui, malgré environ 65 GW de puissance éolienne et photovoltaïque installée, est obligé de créer une capacité 24 GW de puissance fossile (centrales au charbon et au lignite) pour espérer réaliser son ambition de remplacer 21 GW de capacité nucléaire d'ici 2022.

Ainsi, la "transition" allemande montre que dans l'état actuel des technologies et des niveaux de consommation, **l'idée de substituer les capacités nucléaires par les énergies renouvelables est un mythe**. Le solaire et l'éolien produisent de façon intermittente. Il n'y a d'effet de foisonnement au niveau d'aucun pays européen, ni même au niveau continental, qui permettrait, moyennant le développement des réseaux transfrontaliers, un équilibrage effectif des productions et des consommations (#7). Et, pour l'instant, la seule capacité de stockage opérationnelle suffisamment substantielle pour mériter qu'on s'y intéresse est celle des barrages norvégiens, et, de façon pour l'heure très accessoire, ceux de l'arc alpin.

Le rideau est tombé, le monde réel revient sur le devant de la scène. La Terre est ronde et tourne autour du soleil. Comme annoncé depuis plusieurs années (#8), la part des renouvelables intermittents dans le mix électrique français, allemand, européen, va rester, jusqu'à au moins 2025-2030, marginale – en tout cas en termes de production *utile*! L'Allemagne aura besoin d'électricité nucléaire pendant encore 40 ans, déclarait au tout début de 2013 Günther Oettinger, Commissaire Européen à l'Energie (#9).

Passons au Ministère de l'Economie et notamment du Redressement Productif. Si sur le plan climatique et environnemental l'éolien industriel s'est avéré illusoire, on pourrait au moins espérer qu'il contribue à (re)-dynamiser l'économie du pays. Or on est en présence d'une filière sans justification économique propre, mais plutôt un concept libéral-financier qui relève intégralement du "**capitalisme de subvention**" (#10). En effet:

**1.** La justification économique au regard des besoins est inexistante. Alors que depuis 5 ans maintenant les consommations électriques au niveau national stagnent, et qu'on promeut à tous les niveaux un agenda de sobriété et d'efficacité énergétiques, on ne peut pas justifier à la fois un programme qui conduit à accroître la capacité électronucléaire globale du pays (#11) et le développement d'une capacité éolienne industrielle à la fois coûteuse et envahissante (#12).

**2.** La justification économique en termes d'infrastructure territoriale est inexistante, car méthodologiquement inepte. La considération est en effet, plus que biaisée, tronquée du fait de la non-prise en compte des dégâts collatéraux sur l'économie rurale: manques à gagner pour le secteur touristique et résidentiel, destruction de valeur patrimoniale aussi bien vénale qu'immatérielle. Ouvrez le milieu rural à la prolifération éolienne, et immanquablement le marché de l'immobilier résidentiel se fige dans les campagnes, les gens se méfient avant d'acheter ou d'engager des travaux, et c'est un manque à gagner notamment pour les artisans locaux - autant pour les annonces de "*soutien aux PME*" et de "*création d'emplois non délocalisables*"!

**3.** La justification économique en termes de production industrielle et de balance commerciale est également sujette à caution. Les gros acteurs industriels sont à l'étranger, et même les plus robustes et les plus agressifs souffrent. Miser sur l'éolien industriel pour le redressement productif national est **un pari improbable**.

En définitive, le seul secteur certain de bénéficier de la prolifération éolienne est celui du BTP. Car **l'éolien industriel en milieu rural, c'est avant tout de la voirie, du terrassement et du béton**.

Alors, nous voici donc engagés dans **un nouveau cycle d'artificialisation**? Après les zones pavillonnaires, après les zones commerciales, après les ronds-points, quel territoire, quel notable local ne voudra pas maintenant sa "*ferme éolienne*"? Une nouvelle façon d'exister sur l'échiquier territorial? En réalité une nouvelle recette pour aggraver la banalité paysagère dans laquelle se déroule une trop grande partie de notre quotidien.

Peut-être faut-il qu'encore le BTP local "tourne", mais n'y a-t-il pas d'autres besoins infiniment pressants, en matière de logement et d'urbanisme, qu'**aller défricher et bétonner au cœur des rares espaces naturels qui nous restent**?

Le "*capitalisme de subvention*" qui a jusqu'ici entretenu la dynamique de la filière commence à faire froncer beaucoup de sourcils, pour trois raisons, dont deux sont évidentes, et la troisième inédite:

- 1.** les subventions, il faut les financer: difficile en période de disette budgétaire et de "*ras-le-bol fiscal*";
- 2.** les subventions, il faut les justifier: or on les voit ici faire prospérer un club de néo-nantis - propriétaires terriens, petites communes, et surtout bien sûr les industriels et les financiers animateurs du business - alors que par ailleurs des pans entiers de la société glissent vers la précarité, voire le dénuement.
- 3. les subventions, en l'occurrence, appellent encore plus de subventions:** on découvre qu'il faut désormais subventionner aussi les centrales de soutien devenues non rentables à cause de la priorité d'accès au réseau accordée aux productions intermittentes (**#13**).

Le "*capitalisme de subvention*" surgit ici de la rencontre inopinée entre le tournant libéral de l'ère reagano-thatchérienne, la superstructure bureaucratique européenne, les ambitions industrielles étatiques, et l'agenda climato-écologique global.

Au final, personne aujourd'hui ne se reconnaît dans cette sorte de monstre hybride, ni les purs libéraux, ni les planificateurs sérieux, ni les interventionnistes inspirés, et encore moins les vrais écologistes.

Ainsi le très libéral Premier Ministre de sa Majesté, David Cameron, aurait récemment commencé un briefing de son cabinet par la formule choc: "*Arrêtez-moi cette chienlit verte*"! (**#14**). Cinq jours plus tard, un gros opérateur allemand annonce l'annulation d'un méga-projet de 240 éoliennes au large des côtes galloises. De même à Bruxelles, l'Europe fait volte face et entreprend à la hâte de remettre à plat le mécanisme de subvention aux filières des renouvelables (**#15**).

Finalement, l'éolien industriel aura contribué surtout à développer l'image qui se répand aujourd'hui parmi les citoyens d'une économie contaminée par l'affairisme et l'imposture. Parmi ceux qui s'y sont frottés, "mensonge" et "méfiance" sont parmi les mots qui reviennent le plus souvent. Comment faire marcher une économie de mensonge dans une société de méfiance?

La société de méfiance concerne aussi, et très directement, notre Ministère de l'Intérieur. En à peine un an, **l'ampleur des malversations locales** – prises illégales d'intérêt par des élus - et **l'emprise à différents niveaux des intérêts mafieux** n'ont cessé de se confirmer (**#16**).

Ces diverses turpitudes sont la partie visible d'un iceberg qui commence à surgir du brouillard écolo-vertueux, et qui suggère un vaste rassemblement de "copains et de coquins", le monde des "NIMBA" (**#17**) de l'éolien industriel. L'ambiance dans

certaines coins de France est devenue proprement irrespirable. Les témoignages affluent de destruction massive du tissu social dans les territoires ruraux, de dénonciations et d'intimidations, de ressentiment et de dégoût au sein des villages. L'éolien industriel a sans doute sa part dans "*l'exaspération*" et "*la colère*" soulignées dans les notes de synthèse préfectorales.

Au Ministère de la Santé, c'est pour ainsi dire "encéphalogramme plat". Le dossier des nuisances sonores éoliennes et de leurs effets sur la santé humaine n'est même pas ouvert. Or ce dossier continue par ailleurs à se construire et s'enrichir. La mise en évidence des dégâts sur la santé vient encore, ces dernières semaines, de faire de nouveaux progrès. Mentionnons simplement deux exemples.

**1.** En Australie, le parc éolien de Macarthur, par son gigantisme (140 éoliennes Vestas de 3MW), commence à jouer à plein son rôle de laboratoire de l'effet des infrasons et basses fréquences sur les populations. **Les riverains-cobayes commencent à témoigner devant la Justice:** ils font état de leur journal de bord dans lequel ils enregistrent la succession de troubles du sommeil, étourdissements, migraines, tachycardie etc qui constitue leur quotidien depuis la mise en fonctionnement des éoliennes (**#18**).

Ces riverains vivent pour certains à 1,7 km, 5 km, 9 km de l'éolienne la plus proche. Une étude acoustique a permis de corréliser certains symptômes parmi les plus spectaculaires à des pics infrasoniques résultant de la combinaison aléatoire des émissions acoustiques des 140 machines. Sous l'effet de ces pics, l'énergie infrasonique peut atteindre, à 6,4 km des éoliennes, des niveaux comparables à ceux observés à 1,5 km.

**2.** En Bretagne, les associations viennent de compiler près de 200 témoignages de riverains affectés dans leur santé; le dossier, certificats médicaux à l'appui, a été transmis à la Préfecture de Région et à l'Agence Régionale de Santé.

Certes la Bretagne et la France n'ont pas à ce jour des parcs de 140 éoliennes, par contre nous avons des concitoyens qui vivent parfois à 450m, à 340m, à 280m seulement des éoliennes, et qui pour certains **souffrent et endurent depuis des années** ... "*mais que fait le Gouvernement?*"

Si le Ministère de la Santé ne se sent pas concerné, la question pourrait peut-être rencontrer un écho au Ministère de la Justice. Chacun a pu entendre Mme Taubira sur France 2, le 13 Novembre, dénoncer la une de Minute comme étant d'une "*extrême violence*", et parlant de "*propos qui dénie mon appartenance à l'espèce humaine*". Mme Taubira s'est exprimée là de façon très précise et très juste. Elle a eu raison de le faire, et méritait en la circonstance le soutien quasi-unanime que le pays lui a manifesté.

Ceci étant, n'est-il pas vrai aussi que **certaines silences peuvent être d'une "extrême violence"** au même titre que certains propos, et que le sempiternel silence officiel sur le problème de santé éolien est de ceux-là? Et le sort réservé aux riverains affectés, pour certains depuis des années, le déni total de leur situation, n'est-il pas, tout autant que des propos racistes, une façon de nier leur "*appartenance à l'espèce humaine*"?

N'est-il pas temps que nos dirigeants, nos "élites intellectuelles", les forces vives de la société civile et de la nation, comprennent que les avancées du "progrès en

marche", ici la soi-disant transition énergétique qu'on essaie ici d'imposer aux citoyens, **redessinent en permanence le champ des discriminations, et donc celui des questionnements éthiques justifiant vigilance et mobilisation collectives?**

Imaginons un instant que les riverains des centrales éoliennes soient *tous* juifs, ou soient *tous* des Roms, ou soient *tous* des femmes, ou soient *tous* des enfants: l'ensemble de la nation, d'un seul élan, exécutif, institutions, société civile, intelligentsia, médias, se serait mobilisée et gendarmée depuis bien longtemps. Nous aurions hurlé collectivement soit à l'anti-sémitisme, soit à la xénophobie, soit au sexisme, soit à la maltraitance. Chacun des ministères que nous passons en revue ici y serait allé de son message de condamnation, raide et implacable. On aurait fait valoir solennellement que les riverains de centrales éoliennes ont les mêmes droits fondamentaux que tout le monde.

Alors? Les riverains de centrales éoliennes "*ne sont que*" des citoyens français anonymes, là-bas au loin, au fond des campagnes...? Comment des élus, et nos dirigeants, peuvent-ils avoir le mot "*République*" à la bouche à longueur de journée, comment imaginent-ils donner au concept de "*modèle républicain*" la moindre crédibilité, si par ailleurs ils produisent ou seulement cautionnent des politiques au titre desquelles **des citoyens sont traités comme s'ils n'existaient pas?**

Voyons enfin, du côté des ministères de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, si l'éolien industriel ne pourrait pas par hasard contribuer à relever le niveau de notre système éducatif noté de façon assez peu flatteuse dans le récent classement PISA (**#19**).

Comme les comparaisons internationales le suggèrent, la question ne semble pas être un problème de moyens. Ou, s'il doit être question de moyens, on pourrait commencer par reconsidérer ceux actuellement alloués aux associations et autres instances prestataires en milieu scolaire, sur les questions d'environnement ou d'énergie, susceptibles d'exposer de jeunes cerveaux malléables au discours sirupeux sur les "*énergies propres*" dont la genèse ramène en droite ligne aux officines du lobby des énergies renouvelables.

Revoir peut-être aussi l'affectation des fonds publics qui, directement ou indirectement, financent le flot d'information subliminale dans lequel on voit des enfants faisant du vélo sous les éoliennes (**#20**), dans lesquels on assène aux enfants des villes l'expression "*ferme éolienne*" (**#21**) et les décors bucoliques où la gentille éolienne dépasse à peine du champ de pâquerettes - *l'éolien industriel bien à sa place dans le "bouquet" énergétique!*

On pourrait ainsi, moyennant quelques ajustements de lignes budgétaires, organiser des classes vertes à Ally en Haute-Loire, à Scaër en Bretagne. On pourrait amener les enfants voir les éoliennes de Montdidier, mais aussi, à 18km de là, découvrir ce qui se passe autour de celles de Louvrechy. Et quand on aurait fait tout cela, il resterait encore des moyens pour offrir aux plus motivés une immersion de quelques semaines à Macarthur.

En classe de philosophie, on pourrait examiner la valeur de connaissance de l'ensemble des énoncés dont le lobby éolien et ses suiveurs nous abreuvent depuis des décennies sur les vertus énergétiques, climatiques, économiques de la filière.

Rien de tel qu'un examen serré de la prose pro-éolienne pour s'entraîner à distinguer une vessie d'une lanterne.

Idem en classe de physique, aiguïser chez nos jeunes le sens de ce qu'est le monde réel, et qu'ils puissent ainsi apercevoir derrière chaque éolienne industrielle sa centrale de soutien alimentée aux énergies fossiles.

Idem en cours d'histoire, placer les concepts de "*3e révolution industrielle*" et de "*croissance verte*" dans une perspective historique du système économique dominant, et mettre en lumière l'évolution correspondante des rapports de classes et des équilibres géopolitiques.

Aussi bien en classe que sur le terrain, on pourrait passer moins de temps à faire s'ébahir nos jeunes devant les hauteurs, les tonnes et les mégawatts, et leur apprendre un peu plus à s'intéresser aux gens. **Un peu moins de fétichisme de la machine, un peu plus d'ouverture à l'autre**, d'écoute et de respect d'autrui.

Dans le milieu universitaire, on pourrait s'efforcer de comprendre collectivement pourquoi, sur la centaine ou presque de scientifiques, médecins, hommes et femmes de l'art qui participent au lancement d'alerte mondial concernant le problème de santé des éoliennes, on ne compte à ce jour aucun français (**#22**).

On pourrait aussi s'efforcer de comprendre pourquoi tout ce qui a été mis en évidence dans les années 1980 par la fine fleur de la communauté scientifique américaine (NASA, MIT etc) au sujet des infrasons et basses fréquences des éoliennes, leur propagation et leurs effets sur la santé (**#23**), pourquoi tout cela a disparu du radar universitaire en général, et celui de la veille sanitaire en particulier: obscurantisme par négligence, ou obscurantisme organisé?

... Mais alors, que fait le Gouvernement?...

De deux choses l'une: soit nos gouvernements font déjà tout ce qu'il peuvent pour s'occuper du problème éolien, auquel cas nous devons urgemment dresser un constat d'impuissance et réfléchir collectivement au sens à donner à celle-ci: si le pouvoir a changé de mains, qui sont nos nouveaux maîtres, et quel rapport devons-nous chercher à établir avec eux?

Soit nos gouvernements pourraient faire plus ou mieux, mais il manque peut-être le rapport de forces qui les obligerait à vraiment s'occuper du problème. Ne pas s'étonner alors si les gens qui souffrent ne se sentent pas écoutés, si les gens dont la conscience s'est éveillée s'indignent, et si les uns et les autres se proposent, en nombre croissant, de sanctionner le personnel politique qui, par idéologie pour certains, par intérêt personnel pour d'autres, par conformisme pour beaucoup, conduit le pays à continuer de soutenir une filière énergétique qui n'a pas fait ses preuves, et à persister ainsi dans l'erreur.

### **Sources & Notes:**

(**#1**) "Fronde sociale et fiscale: les préfets sonnent l'alarme", Le Figaro 13 novembre 2013 <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/11/13/01002-20131113ARTFIG00612-fronde-sociale-et-fiscale-les-prefets-sonnent-l-alarme.php>

(#2) d'après <http://www.actu-environnement.com/ae/news/parcs-eolien-photovoltaique-septembre-cgdd-20088.php4#xtor=ES-6>  
Voir également: [http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits\\_editoriaux/Publications/Chiffres\\_et\\_statistiques/2013/chiffres-stats444-eolien2013t2-aout2013.pdf](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Chiffres_et_statistiques/2013/chiffres-stats444-eolien2013t2-aout2013.pdf)

(#3) Courrier de Pierre-Jean Delahousse, président de Paysages de France, à Jean-Yves Morin commissaire enquêteur, 18 novembre 2013  
Communiqué de Anne-Marie Robic, déléguée départementale de la Société pour la Protection des Paysages et de l'Esthétique de la France, 11 Novembre 2013  
Voir également:

"Forêt de Lanouée: deux associations s'opposent au parc éolien", Le Télégramme 19 novembre 2013, à: <http://www.letelegramme.fr/ig/generales/regions/morbihan/foret-de-lanouee-deux-associations-s-opposent-au-parc-eolien-19-11-2013-2307538.php>  
"Lanouée : la fronde anti-éolienne s'organise", Le Ploermelais 29 novembre 2013, à: <http://www.leploermelais.fr/2013/11/29/lanouee-la-fronde-anti-eolienne-sorganise/>

(#4) <http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion1212.asp>

(#5) "Synthèse des travaux du débat national sur la transition énergétique de la France", présentée par le Conseil national du débat, 18 juillet 2013  
[http://www.transition-energetique.gouv.fr/sites/default/files/synthese\\_dnte\\_18\\_juillet\\_2013.pdf](http://www.transition-energetique.gouv.fr/sites/default/files/synthese_dnte_18_juillet_2013.pdf)

(#6) "Les éoliennes accroissent-elles les émissions de CO2?", Le Monde janvier 2012  
<http://ecologie.blog.lemonde.fr/2012/01/10/les-eoliennes-accroissent-elles-les-emissions-de-co2/>

(#7) Hubert Flocard – "Nature et limite du foisonnement éolien", 20 novembre 2013  
[http://www.sauvonsleclimat.org/images/articles/pdf\\_files/etudes/131120\\_Flocard\\_FoisonnementEolienTexte.pdf](http://www.sauvonsleclimat.org/images/articles/pdf_files/etudes/131120_Flocard_FoisonnementEolienTexte.pdf)

(#8) Jean-Marc Jancovici – "Changer le monde", Calmann-Lévy 2011, voir notamment p136

(#9) <http://www.handelsblatt.com/politik/deutschland/eu-kommissar-oettinger-noch-40-jahre-atomstrom-in-deutschland/7573244.html>

(#10) Augustin Landier, David Thesmar – "10 idées qui coulent la France", Flammarion 2013, voir notamment p14

(#11) Henri Proglio, PDG d'EDF, annonçait en Août 2011 un accroissement 400MW de la capacité électronucléaire globale du pays d'ici 2018. Voir notre article du 20 Février 2012 "Eolien industriel et sortie du nucléaire" dans:  
<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Chronique%20Septembre%202011-Septembre%202012.pdf>

(#12) Notre position sur cette question est détaillée dans: "Lettre ouverte à Sabine Buis, députée de la 3e circonscription de l'Ardèche", Janvier 2013:  
<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Lettre%20Ouverte%20Buis%20v1.0%2028Jan13%20SS.pdf>

(#13) "Électricité : risque de pénurie pour cause de surproduction", IFRAP 5 décembre 2013, à:  
<http://www.ifrap.org/Electricite-risque-de-penurie-pour-cause-de-surproduction,13704.html>



**(#14)** "Get rid of the green crap" – The Sun 22 novembre 2013  
<http://www.thesun.co.uk/sol/homepage/news/politics/5275026/David-Cameron-orders-aides-to-cut-green-taxes.html>

**(#15)** "Bruxelles veut revoir les aides publiques aux énergies renouvelables", Les Echos  
<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0203051870690-bruxelles-veut-revoir-les-aides-publiques-aux-energies-renouvelables-614609.php?xtor=RSS-2059>

**(#16)** "Eoliennes: des maires attaqués pour conflit d'intérêts", Le Figaro 24 novembre 2013  
<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/11/24/01016-20131124ARTFIG00221-eoliennes-des-maires-attaques-pour-conflit-d-interets.php>

**(#17)** NIMBA = "Now In My Bank Account!" (trad. approx. "Ca y est, l'argent est sur mon compte!")

**(#18)** Riverain à 1,7km des éoliennes: <http://waubrafoundation.org.au/resources/gardner-statement-vcac-cherry-tree-hearing/>  
Riverain à 3km des éoliennes: <http://waubrafoundation.org.au/resources/hetherington-j-witness-statement-vcac-cherry-tree-tribunal/>  
Riverain à 5km des éoliennes :  
<http://waubrafoundation.org.au/resources/linke-m-witness-statement-vcac-cherry-tree-hearing/>

**(#19)** "Niveau scolaire: la France perd deux places au classement mondial" Le Figaro 3 décembre 2013, à:  
<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/12/03/01016-20131203ARTFIG00338-niveau-scolaire-la-france-perd-deux-places-au-classement-mondial.php>

**(#20)** Voir notre article du 2 Janvier 2012 "L'éolien industriel dans le magazine No 23 de la Région Rhône-Alpes: un décryptage", dans:  
<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Chronique%20Septembre%202011-Septembre%202012.pdf>

**(#21)** Voir le bulletin DECISIONS de la Région Rhône-Alpes  
[http://www.rhonealpes.fr/uploads/Document/4c/WEB\\_CHEMIN\\_15405\\_1385462308.pdf](http://www.rhonealpes.fr/uploads/Document/4c/WEB_CHEMIN_15405_1385462308.pdf)

**(#22)** Voir la liste des lanceurs d'alerte à:  
<http://www.epaw.org/documents.php?lang=fr&article=ns53>

**(#23)** Voir notre article du 14 Juillet 2013: "Effet nocebo & théorie psychogénique: la "fabrication du doute" éolien", pages 8-9, à:  
<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Article%20Sante%20Effet%20Nocebo%20&%20Fabrication%20Du%20Doute%20Eolien%20v1.0%2014Jul13.pdf>  
et la source citée:  
"Acoustic Noise Associated with the MOD-1 Wind Turbine: Its Source, Impact, and Control", N.D. Kelley, H.E. McKenna, R.R. Hemphill, C.L. Etter, R.L. Garrelts, N.C. Linn, SERI/TR-635-1166, Solar Energy Research Institute, Golden, Colorado, February 1985, à:  
<http://www.nrel.gov/docs/legosti/old/1166.pdf>

\*\*\*